

L'échec de la gauche radicale

Le cas grec constitue un terrain d'observation précieux et rare des défis rencontrés par une force se revendiquant de la gauche radicale et accédant au pouvoir dans un pays membre de l'Union européenne et de la zone euro.

Nikos SMYRNAIOS,
maître de conférence
à l'université
Toulouse 3*

Dans les huit premiers mois de 2015, la Grèce a vécu une expérience politique inédite, à la fois exaltante et tragique, sous le regard attentif de l'opinion mondiale. L'immense espoir, né au moment de la victoire électorale de Syriza, s'est mué en profonde déception pour cette occasion manquée d'imposer une autre politique dans le pays que celle voulue par ses créanciers. En janvier 2015, Syriza remporte les élections législatives et forme un gouvernement de coalition dans le but de s'opposer aux politiques d'austérité extrême qui ruinent l'économie et la société grecque depuis cinq ans. Malgré les critiques sur le choix d'un allié de droite ou sur la présence insuffisante de femmes, l'accession aux responsabilités d'une gauche qui se revendique radicale, c'est-à-dire prête à s'attaquer aux racines des problèmes sociaux et politiques qui minent le pays, est célébrée dans le monde entier. L'enthousiasme populaire est renforcé par les déclarations courageuses et déterminées de Tsipras et de ses ministres. Mais très vite, les limites du « modèle grec » se font sentir. Les négociations avec les créanciers butent sur l'intransigeance de ces derniers, et le nœud coulant de l'asphyxie financière se resserre. Jusqu'à cette incroyable séquence de juillet pendant laquelle à la victoire épique du « non » au référendum succède, une semaine après à Bruxelles, la signature par Tsipras d'un document prévoyant un troisième plan d'austérité et de privatisations massives. Cette volte-face, pour beaucoup inattendue, est validée par les élections législatives anticipées de septembre, que Syriza gagne mais sur la base d'un programme

très différent de celui de janvier, actant ainsi sa mutation vers une force social-démocrate compatible avec les exigences des créanciers. La base électorale de Syriza change également, avec un apport significatif d'électeurs en provenance de la droite et du centre, alors que des dizaines de milliers des sympathisants historiques choisissent l'Unité populaire, produit de la scission de l'aile gauche, ou, plus encore, de l'abstention. Et c'est ainsi que se referme la « parenthèse enchantée », qui n'a duré que huit mois.

Une « résistance par procuration »

Pour comprendre les raisons de cet échec, il faut revenir en arrière. Les élections législatives de 2012, que la droite a gagnées de peu, marquent un tournant : l'opinion et les membres et sympathisants de Syriza se rendent compte pour la première fois qu'il est possible de remporter des élections et de former un gouvernement contre la politique de la Troïka. Cela apparaît alors clairement comme la traduction politique d'un mouvement social très puissant. Celui-ci se développe à partir du printemps 2010 et arrive à son paroxysme au moment de la commémoration de la fête nationale du 28 octobre 2011, quand les plus hauts dignitaires de l'Etat sont pris à partie par des citoyens ordinaires.

Or, la victoire de Syriza arrive à un moment où le mouvement social s'essouffle en Grèce, sous les coups d'une répression policière féroce mais aussi face au constat implacable que font nombre de ses protagonistes : celui de l'impossibilité de changer le cours de l'histoire uniquement dans la rue. Le vote en faveur de Syriza apparaît comme un acte de

« résistance par procuration ». Cette logique, encouragée par le discours électoraliste de Tsipras, contribue à affaiblir progressivement le mouvement social au point où celui-ci devient complètement atone quand l'affrontement avec les créanciers arrive enfin à partir de janvier 2015. Or aucun effort soutenu n'est entrepris alors pour constituer un soutien organisé par la base. Pire, quand la mobilisation reprend fortement lors du référendum de juillet, le Premier ministre fait le choix de signer un texte contraire à la volonté populaire, actant ainsi le divorce entre Syriza et le mouvement social.

Les faiblesses de Syriza au grand jour

Une autre logique dangereuse qui se met en branle avant l'accession au pouvoir est celle du court-circuit des décisions collectives au profit d'initiatives individuelles de certains dirigeants. Afin de répondre aux critiques qui lui reprochent d'être une sorte de Babel gauchiste, Syriza, qui n'était jusque-là qu'un front, s'engage en 2013 dans un processus d'intégration de ses composantes très autonomes, au sein d'un parti unifié. Mais ce processus, qui apparaît comme nécessaire afin d'améliorer son efficacité organisationnelle et politique, se double d'un mouvement qui voit s'installer une sorte de « parti parallèle » autour du chef.

Finalement, plutôt que d'offrir les outils nécessaires au fonctionnement interne démocratique et au lien avec la société civile et les mouvements sociaux, le congrès de 2013 cumule les handicaps : d'un côté l'élection plébiscitaire de Tsipras à la tête du parti et sa popularité grandissante lui per-

* L'auteur a publié de nombreux textes sur la Grèce sur son blog <http://ephemeron.eu/>.

le en Grèce: quelles leçons?



mettent de s'affranchir de plus en plus des instances internes au moment de prises de décision importantes; de l'autre, certaines composantes de Syriza restent archiboutées dans leur pré carré, échouant à influencer sur l'orientation et la pratique collective au sein du parti.

L'accession de Syriza au pouvoir a révélé deux autres faiblesses de la gauche radicale grecque: d'une part l'insuffisance des ressources humaines dont elle dispose en interne, d'autre part son incapacité à organiser efficacement un

Le nœud coulant de l'asphyxie financière s'est resserré jusqu'à cette séquence de juillet 2015 pendant laquelle, à la victoire épique du «non» au référendum a succédé la signature par A. Tsipras d'un document prévoyant un troisième plan d'austérité.

travail de longue haleine qui est celui de la conception et surtout de l'application concrète d'un programme de gouvernement progressiste et radical. En effet, au moment où il gagne les élections, Syriza n'a que peu de soutiens actifs dans l'appareil d'Etat et les hautes sphères de l'administration. Or ces soutiens sont nécessaires pour gérer les affaires courantes et mettre les services de l'Etat au diapason de sa politique. Certes, la situation financière dramatique de l'Etat n'a pas permis au gouvernement d'emba-

cher à la hauteur des défis. Mais l'impréparation et le manque d'organisation ont également caractérisé l'arrivée de Syriza aux affaires. De nombreux interlocuteurs du nouveau gouvernement en Grèce et à l'étranger ayant la bonne volonté et les compétences nécessaires pour contribuer à l'effort collectif ont été refroidis, voire choqués, par le manque de cohérence, la planification insuffisante et la multiplicité des discours variant en fonction des interlocuteurs. La volonté politique s'est ainsi vite

heurtée aux exigences concrètes de l'exercice du gouvernement. Enfin, dernier facteur d'explication décisif, la croyance quasi aveugle de certains des dirigeants de Syriza à la bienfaisance de l'Europe.

L'échec de la stratégie d'alliances

Si le discours de Tsipras est très critique envers l'Union européenne, en pratique, il s'est comporté lors des négociations comme quelqu'un qui croit foncièrement en la capacité du droit et de la justice d'y triompher. Quand lui et ses ministres ont pris conscience que la morale n'avait aucune place dans cette confrontation qui se résumait à un véritable chantage en raison de la faiblesse de la position grecque, c'était trop tard pour changer de stratégie. Ceci d'autant plus que l'alliance envisagée par la Grèce avec les pays du Sud et les socio-démocrates de l'UE, en vue de renverser la tendance, n'a jamais eu lieu. En tout cas pas dans le sens du programme de Syriza. Tsipras et ses conseillers ont visiblement sous-estimé l'influence de l'Allemagne, mais aussi les contraintes structurelles au sein de l'UE et de la zone euro. Cette attitude naïve face à l'UE peut être expliquée par les racines eurocommunistes de Syriza mais également par une certaine légèreté dans la préparation de l'affrontement avec les créanciers. Elle a été doublée par son incapacité à convaincre les opinions publiques en Europe afin de mettre la pression sur leurs gouvernements respectifs. Malgré son discours volontariste, le gouvernement grec n'a jamais pu diffuser son point de vue dans les médias européens, et contrer ainsi la propagande systématique des créanciers et des institutions. Ainsi, la Grèce s'est trouvée totalement isolée.

Le résultat des élections de septembre laisse le champ libre à l'intérieur pour Tsipras, et, de ce point de vue, valide sa stratégie électo-

Malgré son discours volontariste, le gouvernement grec n'a jamais pu diffuser son point de vue dans les médias européens, et contrer ainsi la propagande systématique des créanciers et des institutions. Ainsi, la Grèce s'est trouvée totalement isolée.

rale. L'Unité populaire qui s'est constituée en parti autonome, produit de la scission de la gauche de Syriza, n'a pas dépassé le seuil de 3 %, et n'est plus représentée au Parlement. Elle paye sûrement l'absence d'un plan concret de retrait de la zone euro, une revendication tant clamée mais jamais accompagnée d'une feuille de route convaincante. Ainsi donc, les communistes du KKE ayant appelé à s'abstenir, les seuls représentants du « non » du referendum qui restent au Parlement, refusant toujours de voter en faveur des mesures d'austérité et des privatisations, sont les députés néonazis d'Aube dorée. Ce qui leur permet d'entretenir un capital politique malgré le procès pour organisation criminelle dont ils font l'objet. La droite, quant à elle, après avoir perdu trois élections en moins d'un an, est en lambeaux. L'espace politique des centristes de Potami, et du Pasok, s'est réduit quant à lui en peau de chagrin après le recentrage de Syriza.

Un paysage politique plus stable

Le front extérieur s'éclaircit aussi. La crise de réfugiés, dans laquelle la Grèce est en première ligne, et le contexte géopolitique très tendu au Proche-Orient procurent au gouvernement grec une marge de manœuvre plus importante, notamment grâce au soutien des Etats-Unis. Il semble également qu'après sa médiation de juillet, le Président français s'engage davantage dans le soutien de Tsipras afin de rééquilibrer le rapport de force avec l'Allemagne. Les Français cherchent également à profiter des opportunités qui s'ouvrent pour leurs entreprises, avec les privatisations massives imposées à la Grèce. Mais la stabilisation politique de la Grèce se fait sur une base très éloignée non seulement du programme anti-austéritaire du Syriza « originel », mais également de certains principes de base de la gauche. Ainsi, à

cause de l'alliance de Syriza avec les Grecs indépendants, la droite souverainiste, il n'est plus question de véritable séparation de l'Eglise et de l'Etat, dans le discours du Premier ministre. Et Tsipras soigne les réflexes nationalistes d'une partie de l'opinion, en portant une tenue militaire pour visiter des troupes. Dans le même temps, son ministre de l'Economie, le désormais très influent représentant de l'aile droite Yorgos Stathakis, se fait épingler parce qu'il n'a pas déclaré aux services du Parlement des revenus d'un million d'euros en 2012.

La « normalisation » de Syriza et ses effets

Aussi, contrairement à ce que soutiennent les représentants de Syriza « version 2 », le problème n'est pas seulement le programme économique imposé par les créanciers mais la « normalisation » du gouvernement qui en est issu sur tous les plans (politique intérieure, politique étrangère, éthique). S'il demeure de gauche, il n'a plus rien de radical ni dans son discours, ni dans sa pratique.

Le tournant électoraliste a coupé ce gouvernement du mouvement social, seul capable de pousser dans une direction de rupture avec le cadre politique dominant. La bureaucratisation et l'émergence des structures de pouvoir autonomes, à l'abri de tout contrôle démocratique, ont affaibli sa légitimité. Enfin, sa dépendance de plus en plus forte envers le système politique traditionnel et son adhésion quasi aveugle à l'idéologie européiste l'ont éloigné d'une perspective de transformation sociale profonde de la Grèce. Au mieux, ce qu'on peut espérer, c'est une gestion des affaires dans les règles de l'Etat de droit et une politique fiscale moins injuste que par le passé. Une leçon à méditer pour la gauche radicale en Europe qui inspire à la prise et à l'exercice du pouvoir. ●